



**POSTAUX
DE PARIS**

Fédération Nationale des Salariés du Secteur des Activités Postales et de Télécommunications
SYNDICAT DES SERVICES POSTAUX DE PARIS - 67 rue de Turbigo - 75139 PARIS CEDEX 03
CCP PARIS 14 569-53 A - Téléphone : 01 48 87 68 15 - Télécopie : 01 42 74 66 27
Site - www.cgt-postaux.fr - E.mail : cgt.postaux@wanadoo.fr



SECTION DE PARIS 14

Paris, le 18 Mars 2010

MARDI 23 MARS

POUR LA DÉFENSE DES EMPLOIS, DES RETRAITES ET DES SALAIRES TOUS DANS LA GRÈVE, TOUS EN MANIFESTATION

Le **mardi 23 mars**, les syndicats appellent l'ensemble des salariés à faire grève et à manifester pour la défense des emplois, des salaires et des retraites.

En France, 5 000 000 de retraités vivent avec un montant de pension qui ne dépasse pas 900 euros ; 600 000 doivent vivre avec le minimum vieillesse (- de 700 euros par mois).

Cette situation est la conséquence directe de la baisse du salaire réel, du chômage de masse et des réformes successives sur les retraites de 1993 et de 2003.

Rien que la réforme de 1993 pour les salariés du privé (*cotisation de 40 annuités au lieu de 37,5, calcul des pensions sur les 25 meilleures années, indexation de l'évolution des retraites sur l'indice officiel des prix*) aggravée par celle de 2003 (*décote, passage à 41 annuités*), a fait perdre entre 200 et 300 euros par mois aux retraités.

La prochaine réforme qu'ils veulent mettre en place, va aggraver encore plus l'avenir des retraités : la seule chose dont le gouvernement veut bien discuter avec les syndicats, c'est la sauce à laquelle nous serons mangés : fin de la retraite à 60 ans, calcul des retraites des fonctionnaires sur les 25 meilleures années, augmentation des cotisations....

C'est une attaque d'ampleur qui se prépare. Les « experts » mandatés par le patronat et le gouvernement qui répètent à longueur de temps dans les médias que nous n'avons pas le choix, que les caisses sont vides, que l'augmentation de l'espérance de vie nous obligerait à travailler plus longtemps mentent.

Alors que le chômage explose, que les jeunes rentrent de plus en plus tardivement sur le marché du travail, que les patrons considèrent un salarié de 50 ans comme une charge dont ils cherchent à se débarrasser, remettre en cause la retraite à 60 ans, ce n'est rien d'autre qu'exprimer la volonté des capitalistes de ne plus payer les retraites.

L'espérance de vie augmentant, nous pouvons travailler plus longtemps ? Les progrès de la médecine, peuvent nous faire vivre plus longtemps certes même en étant très malade, et c'est tant mieux, mais cela n'empêche pas l'usure, le vieillissement : imagine-t-on sérieusement qu'un facteur malade pourrait tenir le coup jusqu'à 62 ans, voire plus. Et si l'espérance de vie des salariés a augmenté ces dernières décennies, c'est aussi parce que beaucoup de travailleurs ont encore la possibilité de partir suffisamment tôt en retraite pour pouvoir en profiter.

.../...

Les caisses de retraites seraient au bord du gouffre ? Pour les travailleurs, les caisses sont toujours vides : vides pour augmenter les salaires, vides pour embaucher, vides pour se soigner, éduquer les enfants. Par contre en ce qui concerne les capitalistes de l'industrie ou de la finance, l'État sait toujours trouver de l'argent. Pour renflouer les banquiers, des dizaines de milliards ont été trouvés en quelques jours, les gouvernements ne tarissent jamais d'imagination pour faire des cadeaux pour le patronat et les riches particuliers, mais pour les salariés, il n'y a jamais rien.

La retraite par répartition est en difficulté à cause du chômage, de la précarité, des bas salaires. Cela est la conséquence d'un système économique fou qui n'a qu'un seul objectif : augmenter les profits, crise ou pas crise et toujours sur le dos du monde du travail.

Les politiciens et les journalistes serinent qu'il y aurait moins d'actifs pour cotoser occultent non seulement le chômage et les bas salaires mais taisent aussi volontairement que la productivité du travail, c'est à dire la capacité moyenne des salariés à produire des richesses a littéralement explosé : aujourd'hui un salarié produit autant de richesses que 4 salariés, il y a 50 ans.

Alors de l'argent, il y en a, malgré la crise. À condition de le prendre là où il est : dans les caisses du patronat.

Même La Poste annonce, malgré la crise, 700 millions d'euros de bénéfices pour l'année 2009. Cela ne l'empêche pas, au contraire, d'être une des entreprises qui suppriment le plus d'emplois : 15000 en 2 ans. Cette politique n'a d'autre justification que d'ouvrir l'appétit aux futurs actionnaires de La Poste quitte à le faire payer durement aux postiers et aux usagers.

À Paris 14, comme ailleurs, on supprime nos emplois, on bloque nos salaires, nos conditions de vie et de travail ne cessent de s'aggraver depuis des années.

Les coups n'arrêteront pas de pleuvoir parce que nous baisserons la tête. Rien n'arrêtera la voracité des dirigeants de La Poste. À peine les réorganisations mises en place, les DOTC annoncent une nouvelle vague de suppressions d'emplois pour 2011, au rythme d'une par an au nom de la modernisation.

Déjà dans plusieurs centres de distribution parisiens, la direction envisage d'imposer 10 semaines de sécabilité. Ici, cet été nous devrons subir 4 semaines de sécabilité avec en prime l'obligation de travailler à 2, le samedi, le lundi et le mardi.

Face à cette situation, il n'y a pas de fatalité. Tout est question de rapport de forces.

Tôt ou tard, il faudra que le monde du travail se serve de sa force collective pour imposer qu'il ne paye plus l'irresponsabilité des dirigeants de l'économie.

Tôt ou tard il faudra imposer l'interdiction des licenciements, l'arrêt des suppressions d'emplois et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire pour résorber le chômage.

Tôt ou tard, il faudra exiger une augmentation générale des salaires et des pensions d'au moins 300 euros.

Tôt ou tard, il faudra obliger le gouvernement à abroger toutes les réformes Balladur, Fillon qui poussent les retraités vers la pauvreté et la misère et imposer le retour aux 37,5 annuités maximum pour tous, le maintien de la retraite à 60 ans.

Les travailleurs ont les moyens d'imposer ces revendications à condition qu'ils reprennent confiance en leur force collective et prennent conscience de leur rôle irremplaçable dans l'économie.

Le 23 mars nous pouvons être des millions dans la rue à le dire.

C'est pour cela que les syndiqués CGT de Paris 14 vous proposent de faire de la grève et de la manifestation du mardi 23 mars, un succès qui comptera pour l'avenir de la mobilisation du monde du travail.

Le 23 Mars 2010

**EMPLOIS, RETRAITES, SALAIRES, SÉCU
PUBLIC, PRIVÉ
MÊME COMBAT !**

Manifestation à 14H00 : République - Nation